



Département de la
Seine-Maritime

Arrondissement du
HAVRE

D.2018.11/INFO15

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 05 novembre 2018

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	26
Nombre de Pouvoirs	6
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **13 novembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, le **05 novembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 26 octobre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Alexandre **MORA** (à partir de 18h38), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir de 18h43), Gérard **DELAHAYS**, Hélène **SAMPIC**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH** (à partir de 18h45), Martine **LESAUVAGE**, Nada **AFIOUNI**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR** (à partir de 18h35), Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Frédéric **PATROIS** donne pouvoir à Daniel **FIDELIN**(jusqu'à son arrivée 18h43)
Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie **LAMBERT**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette **LOZACH**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Fabienne **MALANDAIN** donne pouvoir à Gilles **BELLIERE**

Absente


Karine **LOUISET**

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL
Séance du lundi 05 Novembre 2018

2018.11/INFO15

Envoyé en préfecture le 12/11/2018
Reçu en préfecture le 12/11/2018
Affiché le 
ID : 076-217604479-20181105-M_DE181105_I15-DE

MARCHES PUBLICS - DELEGATION DE COMPETENCES ACCORDEES A MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES – COMMUNICATION.

M. Daniel FIDELIN, Monsieur le Maire - En vertu de la délégation qui m'a été donnée par le Conseil Municipal, je vous informe des domaines dans lesquels cette délégation a été utilisée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil Municipal du 12 décembre 2016, relative à la délégation de signature accordée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

CONSIDERANT que les décisions suivantes ont été transmises au contrôle de légalité en vertu de cette délégation ;

Prend communication de la signature des décisions suivantes et de leur envoi au contrôle de légalité :

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE :

1) Etude urbaine et de programmation « les Jardins de la Ville » (DE1811I1 1M), acte certifié exécutoire le 31/08/2018

Dans le cadre du marché d'étude urbaine et de programmation approfondie de l'opération d'aménagement « les Jardins de la Ville » confié au cabinet EXPERTISE URBAINE (26 rue des Amandiers – 92000 NANTERRE), il est nécessaire de signer un avenant afin d'ajouter une réunion supplémentaire.

Le montant de cette prestation supplémentaire s'élève à 600 € HT pour chacun des membres du groupement, soit un montant total de 1.200 € HT, soit 1.440 € TTC.

Le montant du marché fixé initialement à 43.000 € HT, passe à 44.200 € HT, soit 53.040 € TTC.

Imputation budgétaire : 6045-70

2) Construction d'un complexe sportif à la Belle Etoile – Avenant n°1 (DE1811I1 2M), acte certifié exécutoire le 18/09/2018

Dans le cadre du marché de travaux de construction d'un complexe sportif à la Belle Etoile, il est nécessaire de signer un avenant avec la société SNET (108/110 route de Valmont - 76401 FECAMP), titulaire du lot n°1, afin de réaliser des travaux supplémentaires non prévus dans le marché initial, rendus nécessaires suite à un oubli du maître d'œuvre.

Ces travaux concernent la réalisation :

- de la plateforme bâtiment pour obtention de la portance du sol suivant rapport de sol, élément manquant dans le dossier de consultation des entreprises.
- d'un chemin de roulement périphérique autour du bâtiment, suivant la demande du coordinateur SPS.
- de la tranchée et des fourreaux sous le bâtiment avec la réalisation de la plateforme bâtiment pour l'alimentation provisoire du gymnase, ce qui entraîne une sur-profondeur de la tranchée.

Ces prestations supplémentaires entraînent un surcoût de 124 916,56 € HT, soit 149 899,87 € TTC

De ce fait, le montant du marché, qui était initialement de 870 898,61 € HT, soit 1 045 078,33 € TTC, passe aujourd'hui à 995 815,17 € HT, soit 1 194 978,20 € TTC.

Imputation budgétaire : 2313-411-1040

3) Travaux de remplacement d'appareils d'éclairage (DE1811I1 3M), acte certifié exécutoire le 27/09/2018 – DECISION ANNULEE

4) Mise en place de gouttières et chéneaux à l'église abbatiale Saint Sauveur (DE1811I1 4M), acte certifié exécutoire le 14/09/2018

Dans le cadre des travaux de mise en place de gouttières et chéneaux des nefs et du bas-côté de l'église abbatiale, notifié à l'entreprise SAS REMY DUPUIS (Route de Saint Germain – 76690 CAILLY), un avenant doit être signé avec cette société concernant la location d'échafaudages extérieurs, pour une durée supplémentaire prévisionnelle de 6 mois, courant du 15 juin 2018 au 15 décembre 2018, en attendant la réalisation du chantier de renforcement des abouts de sommiers.

Cette location s'élève à un montant mensuel de 1.032,80 € HT, soit 1.239,36 € TTC, soit sur 6 mois, la somme globale de 7.436,16 € TTC.

Le montant du marché qui était initialement de 119.423,72 € HT, modifié par de précédents avenants à 186.012,49 € HT, passe aujourd'hui à 192.209,29 € HT soit 230.651,15 € TTC.

Imputation budgétaire : 2313-324- 1030

5) Entretien des espaces verts des ZAC et des résidences autonomie (DE1811I1 5M), acte certifié exécutoire le 27/09/2018

Suite à la consultation lancée le 28 juin 2018, relative à l'entretien des espaces verts des ZAC du Domaine de la Vallée et Belle Etoile et des Résidences autonomie Beauregard et Eau Vive, il a été décidé de signer les marchés avec les sociétés suivantes :

- **Lot 1** : Entretien des espaces verts des ZAC avec la société **SCEANE** 66 rue Alfred Sisley – 76620 LE HAVRE pour un montant annuel TTC de 5.580,00 euros.
- **Lot 2** : Entretien des espaces verts des résidences autonomie avec la société **Jardinerie LECROQ** pour un montant annuel TTC de 7.216,08 euros.

Ces marchés sont signés pour une durée d'un an, à compter de la date de notification, renouvelable 3 fois, pour une durée maximum de 4 ans.

Imputation budgétaire :

Budget Développement économique : 601521-90

Budget du CCAS : 61522-6111/6112

6) Travaux de réalisation de surfaces amortissantes pour des aires de jeux municipales (DE1811I1 6M), acte certifié exécutoire le 8/10/2018

Suite à la consultation lancée le 22 août 2018 relative à des travaux de réalisation de surfaces amortissantes sur des aires de jeux municipales, il a été décidé de signer un accord-cadre à bons de commande avec la société ENVIRONNEMENT SERVICE (2600 route de Neufchâtel 76230 QUINCAMPOIX).

L'accord-cadre est signé pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, reconductible 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans. Les prestations sont fixées pour un montant maximum annuel HT de 20.000 euros.

Imputation budgétaire : 2151-822

SERVICE FINANCES :

Envoyé en préfecture le 12/11/2018

Reçu en préfecture le 12/11/2018

Affiché le

SLO

ID : 076-217604479-20181105-M_DE181105__I15-DE

1) Modification de la régie d'avances pour le paiement de dépenses de fonctionnement du service Finances (DE1811IN1-1F), acte certifié exécutoire le 12/09/2018

Afin de permettre le remboursement de faible montant de recettes de régies, l'article 1 de l'acte constitutif de cette régie a été modifié ainsi :

Article 1 : Il est institué, à compter du 1^{er} septembre 2018, une régie d'avances auprès du service Finances pour le paiement des dépenses de fonctionnement suivantes :

- Alimentation et boissons pour un montant maximum de 80 € par facture
- Petites fournitures diverses pour un montant maximum de 50 € par facture
- Services accessibles sur internet
- Avances sur frais de mission et de stage lorsqu'il n'a pas été consenti d'avance
- Achat par internet de e-tickets (train, avion, métro...)
- **Remboursement de faible montant de recettes de régies à hauteur maximale de 30 €**

2) Contrat de prêt de la Banque Postale (DE1811IN1-2F), acte certifié exécutoire le 18/10/2018

Il a été décidé de contracter un prêt avec la Banque Postale dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Score Gissler : 1A
- Montant du contrat de prêt : 700 000 €
- Durée du contrat de prêt : 15 ans
- Objet du contrat de prêt : financer les investissements

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé jusqu'au 01/12/2033

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

- Montant : 700 000 €
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur jusqu'au 28/11/2018 avec versement automatique à cette date
- Taux d'intérêt annuel : à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux d'intérêts appliqué au décompte des intérêts est déterminé de manière préfixée comme suit : index EURIBOR 3 mois, assorti d'une marge de + 0,45 %
- Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours
- Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive. Cette indemnité dégressive, à payer par l'emprunteur, est calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. Le taux de l'indemnité dégressive applicable à la tranche est de 0,25 %
- Option de passage à taux fixe : oui

Commission

- Commission d'engagement : 0,15 % du montant du contrat de prêt

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE INFORMATION.

Le Maire,

